



Gains d'efficacité : le personnel de France Travail en danger

Les récents développements concernant le plan d'efficacité mis en place au sein de France Travail ne cessent de nous questionner et d'inquiéter les agents. Ce plan, qui se veut à géométrie variable, semble être présenté différemment selon les auditoires, ce qui soulève des interrogations quant à sa transparence et à ses véritables objectifs.

Lors de la réunion mensuelle des directeurs du 16 janvier dernier, il a été question d'une « nécessaire contribution aux économies des Finances Publiques », mettant en avant un discours orienté sur les finances et l'argent. En revanche, lors du CSEC extraordinaire du 25 février, le discours a changé pour se concentrer sur l'humain, évoquant « l'amélioration de la qualité de service pour les usagers et de la QVCT pour les agents ».

Cette dualité dans le discours nous amène à douter de la sincérité des intentions affichées. Trop d'incertitudes, de flous, voire de positions parfois erratiques donnent toute sa force à la pensée de Blaise PASCAL, « *l'imagination est la maîtresse d'erreur et de fausseté, d'autant plus fourbe qu'elle ne l'est pas toujours* ».

Nous constatons que les gains d'efficacité semblent se résumer uniquement à des économies financières, masquées par des promesses d'amélioration de la qualité de vie au travail. Les objectifs liés aux leviers identifiés (comme la simplification, l'IA, la mise en œuvre du RPE) mettent en avant la réduction de la masse salariale et l'amélioration des résultats financiers, sans véritable engagement sur la QVT. Les textes de référence ne font que mentionner la levée des irritants sans aborder les enjeux cruciaux tels que la confiance, le respect, l'autonomie et les marges de manœuvre des agents.

L'introduction d'une forte dose d'intelligence artificielle dans ce plan soulève également des inquiétudes. Nous n'avons pas encore d'évaluation claire de son impact ni des coûts associés. Parallèlement la réflexion autour de l'IA semble absente des grandes instances nationales telles que l'ONM ou lors des négociations sur l'accord GEPP.

Pour rappel, la **CFE-CGC Métiers de l'Emploi PACA** :

Vous a interpellé lors du [CSE du 27 février](#) au travers d'une déclaration intitulée « des économies à court terme, un coût social à long terme »,

Et appelé, avec succès, à la [grève le 1^{er} Avril 2025](#) en vous rappelant ces mêmes alertes



SYNDICAT DES
TECHNICIENS,
AGENTS DE MAÎTRISE,
CADRES

CFE-CGC Métiers de l'Emploi PACA



Le Baromètre Interne désormais à votre disposition traduit également ces inquiétudes : seulement 1 agent sur 2 est confiant dans son avenir au sein de l'Etablissement et pour 32% leur travail n'a plus de sens.

Nous ne craignons pas le changement, nous sommes conscients de l'importance pour notre institution de gagner en efficacité et en performance, mais pas à n'importe quel prix et surtout pas au détriment de la qualité de nos missions, ni au mépris des conditions de travail des agents.

Derrière chaque chiffre, derrière chaque « gain » et chaque indicateur, il ne faut pas oublier, qu'il y a une femme ou un homme, UNIQUE ! Cette vie professionnelle ne peut être éradiquée d'un trait de plume.

Lors du CSE du 27 mars, vous aviez annoncé -600 ETP sur les fonctions supports au niveau national et une soixantaine sur les fonctions supports en PACA en 3 ans.

Nous avons toujours les mêmes questions lancinantes qui méritent des réponses claires et précises : Combien ? Qui ? Où ? Quand ? Par quels moyens ? Quel accompagnement ?

Monsieur le Directeur Régional le personnel attend des réponses.

***Techniciens, Agents de Maîtrise et Cadres,
Ensemble, Construisons Demain***